

Espagne/Politique

Pedro Sanchez convoque des législatives incertaines pour le 28 avril

AFP
Madrid/Espagne

De fait, si son parti a des chances d'arriver en tête, selon plusieurs sondages récents, il pourrait ne pas disposer d'alliés suffisants pour gouverner.

LE chef du gouvernement espagnol Pedro Sanchez a convoqué hier des élections législatives anticipées pour le 28 avril, les troisièmes en moins de quatre ans, après le rejet de son budget sur fond de crise persistante en Catalogne.

"J'ai proposé la dissolution du Parlement et la convocation d'élections législatives pour le 28 avril", a déclaré devant la presse le dirigeant socialiste, en poste depuis à peine huit mois.

Un pari risqué alors que selon plusieurs sondages récents, son parti pourrait arriver en tête mais sans alliés suffisants pour gouverner. Une majorité que seraient en revanche en mesure de former le Parti populaire (PP, droite), Ciudadanos (libéral) et le parti d'extrême droite en pleine expansion Vox.

À la tête du gouvernement le plus minoritaire de l'histoire espagnole, Sanchez n'aura donc pas réussi à

maintenir la fragile majorité formée par les socialistes, la gauche radicale, les indépendantistes catalans et les nationalistes basques, qui lui avait permis de renverser le 1er juin Mariano Rajoy (PP). Les séparatistes catalans ont en effet rejeté mercredi au Parlement, avec la droite, son budget au lendemain de l'ouverture à Madrid du procès de la tentative de sécession de la Catalogne de 2017 et quelques jours après une rupture du dialogue avec le gouvernement alors qu'ils continuaient d'exiger un référendum d'autodétermination, inacceptable pour Madrid.

LA CAMPAGNE EST LAN- CEE• Devant la presse, Pedro Sanchez est passé en mode campagne, vantant l'action de son bref gouvernement, le plus féminin de l'histoire espagnole : augmentation de 22% du salaire minimum, mesures contre les violences faites aux femmes, embauche de fonctionnaires...

Et il a défendu sa tentative, infructueuse, de dialogue avec les séparatistes catalans qui a précipité sa chute. "Je crois qu'avec le dialogue, nous pouvons trouver la voie pour résoudre nos divergences (...). Je suis partisan de prendre le

taureau par les cornes", a-t-il lancé.

Avant de dégainer contre la droite, accusée d'avoir "utilisé les institutions à des fins partisans" pour "paralyser" plusieurs mesures comme la réglementation de l'euthanasie ou l'abrogation d'une loi sécuritaire controversée.

Tout sourire, le numéro un du PP, Pablo Casado, s'est félicité d'avoir "fait tomber Sanchez" après que sa formation a mobilisé avec Ciudadanos et Vox des dizaines de milliers de personnes à Madrid dimanche dernier pour réclamer des élections et dénoncer les "cessions intolérables" de Pedro Sanchez aux séparatistes.

Ces trois partis ont déjà scellé en janvier une majorité au niveau régional en Andalousie (sud) pour chasser les socialistes de leur fief historique.

"Nous allons décider si l'Espagne doit continuer d'être otage des partis qui veulent la détruire" ou si "le Parti populaire peut parvenir à des accords avec d'autres forces politiques pour stopper le défi séparatiste", a ajouté Pablo Casado.

"LEGISLATURE MOUVE- MENTEE"• Selon la chercheuse en sciences politiques Berta Barbet, Pedro Sanchez pense qu'en



Le chef du gouvernement Pedro Sanchez n'avait pas d'autre choix que de convoquer des élections anticipées. Elles s'annoncent toutefois incertaines pour son camp.

convoquant des élections rapidement, il pourrait minimiser l'impact d'un possible vote-sanction en donnant "peu de temps" à la droite "pour se coordonner". Car "avec le temps, cette menace (de la droite et de l'extrême droite) ne fera qu'empirer".

La convocation d'élections "représente la fin d'une législature atypique, mouvementée", entamée en 2016, assure pour sa part à l'AFP Paloma Roman, politologue à l'université Complutense de Madrid.

Car en moins de quatre ans, le bipartisme a volé en éclats, la Catalogne a tenté de faire sécession, un chef du gouvernement, Mariano Rajoy, a été renversé pour la première fois en quarante ans par un adversaire, Pedro Sanchez,

pourtant battu dans les urnes.

Et les élections qui se profilent fin avril pourraient ne rien résoudre. Avec l'irruption de Vox, la chambre des députés pourrait battre un nouveau record de partis représentés et les indépendantistes, toujours au pouvoir en Catalogne et furieux du procès en cours à Madrid, seront des moins enclins à négocier.

Pour Steven Trypsteen, analyste chez ING, une éventuelle majorité Ciudadanos-PP-Vox risque d'augmenter "les tensions entre le gouvernement central et la Catalogne". Et si les voix des nationalistes basques et catalans sont indispensables pour gouverner, c'est un nouveau "blocage politique" qui s'annonce.

A travers le monde

• **France/Justice.** "Gilets jaunes" : Eric Drouet risque un mois de prison avec sursis



Le parquet a requis un mois de prison avec sursis et 500 euros (327 500 francs) d'amende contre une figure médiatique du mouvement social des "gilets jaunes", Eric Drouet, jugé hier à Paris pour l'organisation de manifestations non déclarées. Le tribunal rendra sa décision le 29 mars.

• **Grèce/Politique.** Georges Katrougalos, nouveau chef de la diplomatie

Le ministre délégué aux Affaires européennes Georges Katrougalos, un constitutionnaliste de 55 ans, sera le nouveau chef de la diplomatie grecque dans le cadre d'un miniremaniement ministériel, a annoncé hier le gouvernement.

• **Haïti/Violences.** Le président parle enfin

Le président haïtien Jovenel Moïse est sorti jeudi soir de son silence, après une semaine de manifestations violentes pour réclamer sa démission, qui ont poussé les Etats-Unis à rappeler leurs diplomates non essentiels. "Je ne laisserai pas le pays aux mains des gangs armés et des trafiquants de drogue", a déclaré le chef de l'Etat, par le biais d'une allocution pré-enregistrée diffusée sur la télévision publique TNH.

• **Inde/Attentat.** Cachemire : New Delhi promet "le prix fort" aux responsables

Le gouvernement indien a juré hier de "faire payer le prix fort" aux responsables de l'attentat qui a tué la veille au moins 41 paramilitaires au Cachemire, attaque la plus meurtrière depuis le début de l'insurrection dans cette région poudrière disputée avec le Pakistan.

• **Thaïlande/Politique.** Le chef de la junte renforcé après l'échec de la sœur du roi

Une semaine après la tentative avortée du clan de l'ex-Premier ministre Thaksin Shinawatra de revenir, via la sœur du roi, au centre du jeu politique en Thaïlande, le chef de la junte semble plus que jamais en position de force pour conserver le pouvoir à l'issue des législatives.

France-Italie/Crise diplomatique

L'ambassadeur de France rentre à Rome

AFP
Paris/France

Il avait été rappelé à Paris une semaine auparavant "pour consultations". Une initiative sans précédent à l'encontre d'un pays de l'UE.

LA France a renvoyé hier à Rome son ambassadeur, qu'elle avait rappelé à Paris la semaine dernière après une série d'attaques de dirigeants populistes italiens contre le président Emmanuel Macron, pointant leurs "regrets" et la volonté d'apaisement entre deux pays fondateurs de l'Union européenne.

Christian Masset "repart aujourd'hui à Rome", a annoncé la ministre française des Affaires européennes Nathalie Loiseau sur la radio RTL, une semaine après son rappel pour consultations, sans précédent de la part de la France à l'encontre d'un pays de l'UE depuis 1945.

"Je suis très content que l'ambassadeur soit en train de rentrer en Italie. Je le rencontrerai, je veux lui de-

mander qu'on se rencontre. En attendant, je lui souhaite bon retour", a déclaré peu après l'un des deux responsables italiens visés, Luigi Di Maio.

L'exécutif français est sorti de ses gonds après une série d'affronts des deux vice-Premiers ministres italiens Luigi Di Maio et Matteo Salvini qui étaient allés jusqu'à appeler à la démission du président Macron.

"Plus vite il rentrera chez lui, mieux ça vaudra !", avait clamé en janvier Matteo Salvini, chef de l'extrême droite italienne et également ministre de l'Intérieur, en qualifiant Emmanuel Macron de "président gouvernant contre son peuple".

La rencontre de M. Di Maio le 5 février en France avec des "gilets jaunes", mouvement social qui secoue l'exécutif français, avait fait déborder le vase.

M. Di Maio "a rencontré quelqu'un qui appelait à une insurrection et à une intervention de l'armée", s'est indigné le chef de la diplomatie française Jean-Yves Le Drian, dénonçant "l'épi-

sode de trop".

RISQUES DE RECHUTE ?•

Aux yeux de Paris, les deux intéressés, rivaux sur la scène intérieure et tous deux en campagne en vue des élections européennes de mai, ont toutefois adopté depuis le rappel une attitude plus modérée. "Nous avons entendu des leaders politiques qui s'étaient laissés aller à des paroles ou des comportements franchement inamicaux et inacceptables montrer qu'ils le regrettaient", a estimé Nathalie Loiseau.

"On a entendu M. Salvini dire qu'il ne voulait pas de guerre avec la France", a relevé Nathalie Loiseau qui s'était illustrée en lançant le 23 janvier que la France ne jouerait pas au "concours du plus bête" avec Rome.

Matteo Salvini, chef de la Ligue (extrême droite), s'est dit disposé lundi à rechercher "de nouveau de bons rapports" avec la France.

M. Di Maio a de son côté assuré avoir rencontré des représentants des "gilets

jaunes" en qualité de chef du Mouvement Cinq Etoiles (M5S, antisystème) et non de vice-Premier ministre. La France n'exclut pas des "risques de rechute" dans la relation bilatérale, alors que les deux responsables ont fait d'Emmanuel Macron leur cible privilégiée dans l'affrontement entre "libéraux" ou "progressistes" et "antisystèmes" en vue des Européennes.

Mais "l'électrochoc" provoqué par le rappel de l'ambassadeur a aussi eu un effet vertueux, veut-on croire à Paris.

"Tout le monde s'est alors prononcé sur l'importance de la relation franco-italienne. Cela veut dire qu'a priori on aura plus de difficultés le jour d'après à taper sur la France avec des outrances", souligne une source diplomatique.

"TRAVAILLER ENSEMBLE"•

La France était aussi soucieuse de ne pas s'installer durablement dans la crise alors que l'Italie reste un partenaire essentiel au sein de l'UE tout comme au plan économique et culturel.

Les deux pays ont "une responsabilité particulière pour œuvrer de concert à la défense et à la relance de l'Union européenne", a souligné mardi M. Macron à l'issue d'un entretien téléphonique avec son homologue Sergio Mattarella. Nathalie Loiseau a aussi souligné "à quel point les deux pays avaient besoin l'un de l'autre". "Donc travaillons ensemble", a-t-elle lancé.

M. Le Drian a toutefois posé une condition à ce retour à la normale, qui devrait être suivi d'une série de rencontres bilatérales : "un esprit de respect mutuel", quels que soient les "désaccords". Une réunion de travail s'est déjà tenue mardi à Paris entre magistrats des deux pays sur la demande italienne d'extradition d'anciens militants d'extrême gauche condamnés pour terrorisme durant les "années de plomb" et réfugiés en France.

Sur ce point, comme sur l'immigration, la Libye ou le projet de ligne ferroviaire Lyon-Turin, les différends restent multiples entre Paris et Rome.